

La France reprend officiellement sa coopération avec le Mali

Mis à jour le 18/02/2013 | 22:48



Sur un marché de Bamako (Mali), le 14 février 2013.

Cela faisait près d'un an qu'elle était en sourdine. La France a officiellement repris lundi 18 février sa coopération avec le Mali, suspendue depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012, a annoncé le ministre français du Développement, Pascal Canfin, lors d'une visite à Mopti (centre du Mali). *"Ce déplacement a pour objectif d'évaluer avec les autorités maliennes les besoins prioritaires pour la reprise de la coopération"*, a déclaré le ministre, qui doit rencontrer à Bamako le président intérimaire Dioncounda Traoré, mardi.

"Nous avons arrêté l'aide dite au développement pendant des mois à la suite du coup d'Etat, et maintenant nous reprenons aujourd'hui même", a précisé Pascal Canfin, qui a visité à Mopti un hôpital financé par la France et la Belgique à hauteur de 16 millions d'euros. *"J'ai vu des enfants au service de maternité qui seraient morts si cet hôpital n'était pas là aujourd'hui"*, a-t-il dit, ajoutant qu'il y avait encore *"beaucoup de choses à améliorer"*.

Reprendre l'aide publique au développement

"A Tombouctou, il n'y a l'eau et l'électricité que pour quelques jours. Il y a donc des urgences pour faire repartir le pays. C'est une responsabilité pour la France de faire gagner la paix au Mali", a-t-il précisé. La France a *"aujourd'hui 150 millions d'euros qui ont été gelés"* en raison de la guerre au Mali et qui serviront à *"financer des anciens projets mais aussi des nouveaux projets parce que la situation a changé"*.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a annoncé la tenue à la mi-mai à Bruxelles d'une nouvelle conférence des donateurs pour le Mali afin d'*"accompagner le processus de stabilisation"* du pays tant sur le plan politique qu'en matière de développement. Pascal Canfin l'assure, *"nous allons travailler ensemble sur une liste de priorités sur laquelle nous serons d'accord afin de reprendre de la manière la plus efficace l'aide publique au développement"*.